



**Programme d'Appui à la Production Agricole en Haïti (PAPAH 2)  
Cadre National pour le Financement de l'Agriculture en Haïti (CNFA)  
Evaluation Externe à Mi-Parcours**

**Appel à candidature  
Consultants (es) en Evaluation de Programme**

**1. Contexte et objectif de l'évaluation**

Haïti est un pays prioritaire pour la Coopération Suisse depuis 2013. Les relations entre les deux pays se fondent sur le programme de coopération au développement bilatéral et sur les interventions humanitaires liées aux désastres et aux urgences qui affectent régulièrement le pays. L'agriculture et la sécurité alimentaire constituent un des trois domaines prioritaires de la stratégie de coopération 2018-2021 en Haïti. Ce domaine s'aligne avec la Politique agricole du gouvernement haïtien 2010-2025 qui s'inscrit dans une vision long terme d'une agriculture moderne, agro-écologique, fondée sur l'efficacité et l'efficience des exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles grâce à l'implication du secteur privé.

Le programme PAPAH2-CNFA qui vise la mise en place d'un cadre national pour le renforcement du financement agricole en Haïti a été signé en décembre 2019 entre l'Ambassade de Suisse et la Banque de la République d'Haïti (BRH). L'objectif du programme est de renforcer l'écosystème financier et de contribuer à la croissance économique du pays tout en consolidant de façon durable la gouvernance et les mécanismes financiers adaptés au secteur agricole. Il s'étend sur une durée de 4 ans allant de décembre 2019 à juin 2024 avec un budget global de 435 millions USD dont le principal bailleur est la BRH. La mise en œuvre du programme a été confiée à Développement International Desjardins (DID) par une entente de service signée le 17 janvier 2020. La contribution de la Suisse au programme est de 5,925,000 USD.

Ce programme est la résultante du programme PAPAH 1 (SYFAAH) initié à la suite du tremblement de terre, et financé par plusieurs bailleurs de fonds dont la Suisse au cours de la période allant de 2011 à 2019. Après le tremblement de terre de 2010, un ensemble de mesures incitatives pour stimuler le financement du crédit agricole avait été initié par la BRH. Cette politique d'appui et de renforcement du secteur agricole a été renouvelée dans l'agenda monétaire pour la croissance et l'emploi 2017-2022 de la BRH. De ce fait, l'accès au financement agricole et agro-industriel est devenu très stratégique pour la mise en œuvre d'une politique publique visant la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.

L'évaluation à mi-parcours devra permettre d'évaluer les résultats obtenus au cours de la première année, son impact sur le financement agricole en Haïti afin de formuler des recommandations pour le reste de la période allant jusqu'en 2024. Elle devra également indiquer comment le programme devrait s'adapter tenant compte des nouvelles réalités de la pandémie Covid-19 et du désengagement de la coopération Suisse en Haïti.

**2. Mandat et tâches des consultants (es)**

Le mandat des consultants (es) consiste à conduire l'évaluation à mi-parcours ayant pour objectifs de/d' :

- ✓ Apprécier la stratégie et les approches de mise en œuvre du programme, les résultats obtenus sur le plan quantitatif et qualitatif et les dynamiques de changements initiés;

## **OUVERT**

Référence: 771.22\_7F-08738.02.03

- ✓ Apprécier l'ancrage institutionnel du programme et d'analyser les différents types de partenariats développés entre le programme et les partenaires institutionnels publics comme la Banque de la République d'Haiti, le Fonds de Développement Industriel, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Agriculture entre autres;
- ✓ Mesurer et évaluer les changements initiés par rapport aux extrants clés attendus et d'analyser la contribution du programme à l'atteinte des objectifs du Domaine « Agriculture et Sécurité Alimentaire » de la stratégie de coopération Suisse en Haiti ;
- ✓ Evaluer les synergies/complémentarités développées avec les autres programmes ;
- ✓ Apprécier les résultats attendus et analyser les défis de l'utilisation des services financiers et de l'accompagnement des entrepreneurs, femmes et hommes du secteur agricole et agroalimentaire ;
- ✓ Apprécier la perception des acteurs par rapport aux résultats visés par le programme tenant compte des enjeux et défis liés au financement agricole en Haiti;
- ✓ Produire des recommandations concernant le recadrage éventuel du programme et d'en proposer d'éventuels ajustements dans la stratégie et les approches tenant compte du contexte socio-politique fragile, de l'insécurité socio-économique et de la stratégie pro-croissance de la BRH.

### **3. Durée des prestations**

L'évaluation aura lieu entre le 1er et le 30 avril 2021.

### **4. Profil des consultants (es)**

L'équipe d'évaluation externe sera constituée d'experts (es) haïtiens/iennes ou d'experts (es) résident en Haïti (dont au moins une femme), à savoir un(e) expert(e) indépendant(e) avec un profil « Agronomie et/ou Spécialiste en Financement Agricole » et des connaissances du milieu institutionnel et des experts(es) avec les profils suivants « Economiste et/ou Gestionnaire de projets ». Durant la mission sur le terrain, les consultants seront accompagnés par un(e) représentant(e) de DID et/ou de la BRH; de manière à promouvoir l'échange d'expériences au-delà de l'évaluation elle-même, ces personnes sont professionnellement actives dans le thème.

Les profils des experts ou de la firme de consultation devraient être complémentaires et réunir les compétences suivantes :

- Avoir au moins 10 ans d'expérience dans les services de consultation et d'évaluation ;
- Avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle en financement agricole et développement économique ;
- Avoir une expérience pertinente relative aux différents objectifs visés par l'évaluation ;
- Avoir une connaissance des partenaires techniques et financiers du secteur ;
- Connaître les récentes mesures adoptées par les pouvoirs publics et les bailleurs internationaux dans le domaine du financement agricole ;
- Avoir une bonne connaissance des réseaux public et privé en Haiti à tous les niveaux ;
- Avoir d'excellentes aptitudes dans l'analyse et la synthèse d'informations provenant de multiples sources de données ;
- Avoir une bonne connaissance de l'approche développement équilibré femmes - hommes, empowerment ;
- Avoir une excellente capacité de rédaction et une bonne capacité de présentation des documents ;
- Avoir des aptitudes à communiquer, à conduire des réunions et à animer des ateliers et séminaires ;
- Avoir une bonne maîtrise de la langue française écrite et orale.

### **5. Composition des dossiers de candidature**

Les dossiers de candidature devront obligatoirement comprendre :

- Un Curriculum Vitae détaillé (CV), rédigé en français, incluant une adresse électronique et un numéro de téléphone fonctionnel ;
- La copie des diplômes et certificats pertinents ;
- Une copie du passeport ou de la carte d'identification nationale ;

## **OUVERT**

Référence: 771.22\_7F-08738.02.03

- Une copie du matricule fiscal pour l'exercice en cours ;
- Des références institutionnelles ;
- Proposition de méthodologie ;
- Chronogramme ;
- Correspondance indiquant la disponibilité immédiate des consultants (es).

### **6. Dépôt des dossiers de candidature**

- Manifestation d'intérêt du consultant pour recevoir le dossier complet des Termes de Référence (TdRs) par courrier électronique à l'adresse suivante : [camithe.germain@eda.admin.ch](mailto:camithe.germain@eda.admin.ch)
- Transmission des offres techniques et financières à l'Ambassade par courrier électronique au plus tard le 22 mars 2021 jusqu'à 20:00 (Heure locale d'Haïti) à l'adresse suivante : [camithe.germain@eda.admin.ch](mailto:camithe.germain@eda.admin.ch)
- Confirmation de la décision : 29 mars 2021

### **7. Informations pour transmission des offres**

Les offres doivent être transmises par email (Objet : Evaluation Externe du Programme d'Appui à la Production Agricole en Haïti – Cadre National pour le Financement de l'Agriculture) à [camithe.germain@eda.admin.ch](mailto:camithe.germain@eda.admin.ch)

L'offre doit comprendre :

- a) Une offre technique ne dépassant pas 10 pages
  - ✓ Compréhension du mandat ;
  - ✓ Approche et méthodologie proposée ;
  - ✓ Calendrier prévisionnel ;
  - ✓ Présentation de preuve d'expériences dans l'exécution de mandats similaires y compris les CV des consultant.e.s.
- b) Une offre financière (USD) ne dépassant pas une page.